

L'Otan au premier rang de la course au réarmement

L'annonce, faite hier par le Président Medvedev, que la Russie entreprendra un « réarmement massif » à partir de 2011, en réponse surtout aux « incessantes tentatives de l'Otan de s'étendre jusqu'aux frontières de la Fédération de Russie » confirme que la course aux armements est en train de revenir aux niveaux de la guerre froide. Outre les graves conséquences stratégiques et politiques, ceci implique une augmentation ultérieure de la dépense militaire mondiale : après avoir chuté avec la fin de la guerre froide, elle a grimpé en 2007 (selon l'estimation du Sipri) à 1.340 milliards de dollars, soit 45% de plus par rapport à 1998. Cela signifie aussi que cette année la dépense militaire mondiale est en train d'atteindre 1.500 milliards de dollars.

La locomotive est l'Otan, dont la dépense est en augmentation continue du fait de la montée en puissance de la machine de guerre et de l'envoi des forces armées dans des théâtres d'opérations lointains, comme l'Afghanistan. Selon les dernières données officielles (19 février 2009), cette dépense a dépassé en 2008 les 895 milliards de dollars, équivalents aux deux tiers de la dépense militaire mondiale. En réalité, elle est encore plus haute.

La dépense militaire étasunienne, que l'Otan quantifie à environ 575 milliards de dollars en 2008, ne comprend pas le coût des guerres en Irak et Afghanistan. Si l'on inclut celui-ci (comme on le fait dans le budget officiel Usa publié en février 2009), la dépense militaire des Etats-Unis se monte en 2008 à 666 milliards de dollars. Ce qui veut dire que la dépense de l'Otan dépasse les 985 milliards de dollars, équivalents à presque trois quarts de la dépense militaire mondiale. Sur la base de ces données officielles, la dépense militaire Otan a augmenté, même si on fait un calcul net d'inflation, à valeur constante du dollar 2000 : de 474 milliards de dollars en 2000, à 623 en 2008.(...). L'augmentation de la **dépense militaire mondiale a désormais dépassé les 2,5 millions de dollars à la minute** (souligné par la traductrice).

(...) C'est une immense quantité d'argent public (provenant des impôts payés par les citoyens), qui est ainsi dépensée en armées, armes et guerres. Il suffirait de la réduire de peu et attribuer l'argent épargné à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres, pour apporter des solutions aux plus graves problèmes mondiaux. Un exemple : pour faire face à la crise alimentaire mondiale, qui a porté à environ un milliard les personnes victimes de la faim, il faudrait 30 milliards de dollars par an, qu'on ne trouve pourtant pas, a dénoncé le directeur général de la Fao. **Or pour obtenir une telle somme, il suffirait d'épargner ce qu'on dépense en armes et armées dans le monde pendant à peine plus d'une semaine.**

Extrait d'un article de Manlio Dinucci traduit par Marie-Ange Patrizio
Publié dans l'édition du 18 mars 2009 de **il manifesto**



Maurice Malpoix nous a quittés

Maurice MALPOIX, né le 14 mars 1927, est décédé le 5/1/2009.

Militant ardent pour la paix, la démocratie et une société plus équitable, il manifestait dès le départ contre l'OTAN, et contre les armes nucléaires. Contre LEOPOLD aussi, bien sûr. Convaincu qu'il fallait une lutte collective de tous les progressistes pour produire les changements nécessaires, ses actions étaient multiples....

Une vie riche d'expériences et de luttes. Une vie de combat pour la justice et l'équité, menée avec optimisme et bonne humeur, avec une femme, trois filles et 4 petits

enfants...

Dommage que tout a une fin ! Et que le monde en ce moment de crise, est toujours affreusement injuste. Tandis que les progressistes ont toujours si difficile de se réunir pour le corriger!

(extrait du message envoyé par sa compagne, Pamela).

(Suite de la page 1)

fêtait son cinquantenaire en se payant le droit International. L'agression de la Yougoslavie menant à sa destruction finale était emballée dans un droit d'ingérence humanitaire sur mesure, sur allégation de massacres et d'horreurs fabriqués médiatiquement.

Aujourd'hui, le leitmotif de la lutte globale contre la terreur maquille son rôle de sécurisation des sources et des voies d'acheminement des richesses énergétiques en Asie centrale, que l'Occident estime lui revenir de droit.

L'Otan n'est pas du tout un facteur de paix et de sécurité internationales, mais bien un instrument au service des intérêts de puissances impérialistes aux abois face au renversement des rapport de forces dans le monde, prêtes à utiliser tous les moyens, de déstabilisation, de guerre, de terreur, pour maintenir leur main-mise parasitaire sur la planète.

Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan
Pamela Higgins
Roland Marounek
Pierre Piérart
Claudine Pôlet
Marcel Poznanski
Patrice Salzenstein

ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 33 Janvier—Février—Mars 2009

EDITORIAL

Pendant longtemps encore, la stratégie de la peur? 60 ans, ça suffit

En 1990, peu après le 40^e anniversaire de l'Otan, Giulio Andreotti révélait publiquement l'existence des réseaux militaires secrets de l'Otan « Stay Behind » mis en place dès sa création. L'implication du réseaux Gladio dans bon nombre des attentats terroristes des « années de plomb », commis en Italie, est désormais un fait connu, et l'accès aux archives soigneusement classifiées de l'Otan permettrait certainement d'en savoir davantage sur la *stratégie de la tension* des années 70-80 dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale.

Episode regrettable, appartenant à l'ère révolue de la guerre froide et de la lutte contre la *menace communiste* ? Comment en être sûr alors que l'Otan est toujours bien là et continue à affirmer sa nécessité post-mortem bien après la disparition de sa raison d'être officielle pendant 40 ans ? Comment en être sûr, alors que les discours actuels sur le terrorisme mondialisé sont directement cal-

qués sur ceux de jadis sur la menace communiste ? Comment même l'espérer alors que la « stratégie de la peur » s'est montrée si profitable, littéralement ? Les industries d'armement qui font des bénéfices colossaux sur l'exploitation de la peur, peuvent-ils se permettre d'avoir face à eux une humanité qui n'a plus peur de l'autre érigé en ennemi ?

Lors d'un récent discours en France, promue nouvelle fille aînée de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer, vient de réaffirmer que « *pour la Communauté Internationale, il est important que l'Otan continue d'être un instrument qui apporte cette contribution [au renforcement de la paix et de la sécurité internationales] pendant longtemps encore* »

Cette déclaration nous paraît très ironique au regard de l'histoire passée et actuelle de l'Otan.

Il y a tout juste dix ans, l'Otan

(Suite page 10)

Belgique - Belgïe
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024

Prix de vente 1€

Editeur Responsable
M.Poznanski: rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
www.csotan.org
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

Sommaire

Le Contre-Sommet de
l'Otan à Strasbourg-Kehl
Page 2

Kosovo 10 ans après les
bombardements de l'Otan :
Fruits amers d'une
intervention 'humanitaire'
Page 3

La politique militariste et
impérialiste de l'OTAN et
de l'Union Européenne
Page 5

Pourquoi encore l'Otan ?
Page 7

L'Europe contre le bouclier
antimissile
Page 9

L'Otan au premier rang de
la course au réarmement
Page 10

Mailing list ALERTE OTAN

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un
e-mail vide à l'adresse
alerte_otan-subscribe@yahoo.com

Strasbourg, du 2 au 5 avril

Contre-sommet de l'Otan

Les activités du Contre-sommet se dérouleront autour de 4 axes:

- Des actions de désobéissance civile non violentes
- Un village autogéré avec de nombreuses activités du mercredi 1er au dimanche 5
- Le 4 avril à 13 heures une grande manifestation qui partira du pont entre Kehl et Strasbourg
- Une conférence internationale avec de nombreux ateliers le vendredi 3 et le dimanche 5 avril

Programme de la conférence

Vendredi 3 avril de 10 à 13h : « 60 ans d'Otan, 60 de menaces contre la paix mondiale »

Avec la participation de Phyllis Bennis, Tariq Ali, Jan Tamas, Noam Chomski, Sophie Zafari

3 avril après-midi : trois séries d'ateliers, organisés par les différentes organisations participant à l'évènement, couvriront de manière exhaustive, l'ensemble des thématiques sur l'Otan.

Citons en particulier "*Israël et l'Otan*", "*La stratégie nucléaire de l'Otan*", "*L'Otan, la Russie et l'élargissement vers l'Est*", "*L'Otan l'Union Européenne et le Traité de Lisbonne*", "*L'impact de la guerre sur l'environnement*", "*Globalisation, la crise et l'Otan*", "*Le bouclier anti-missile*", "*L'agression de 1999 contre la Yougoslavie*", "*La guerre en Afghanistan*", "*Le lobbying de l'Otan dans la recherche et les universités*", "*La sécurité collective vs l'Otan*"...

Le CSO animera l'atelier : "*L'Otan, garant de la sécurité d'approvisionnement énergétique des pays membres*".

Le programme complet des ateliers se trouve sur notre site www.csotan.org

Dimanche 5 avril, : de 10h à 12h : « 60 ans d'Otan sont plus qu'assez »

Un débat sur les différentes approches pour un monde sans Otan, avec Jean Ziegler, Maj Britt Theorin, Lidia Menapace, Joseph Gerson

5 avril de 12h30 à 14h: « Venir à bout de l'Otan »

Rencontre entre mouvements de la paix et personnalités politiques de gauche

5 avril de 14h30 à 16h : Assemblée anti-guerre

Tous les activistes sont invités à partager leurs expériences, présenter les résultats des ateliers, se consulter en vue des activités futures, et pour planifier des campagnes en vue d'un monde juste sans Otan

Infos pratiques

Il est demandé de s'inscrire auprès de registration@ialana.de

La conférence se tiendra au

Centre Sportif Lixenbuhl

24 rue Lixenbuhl

F-67400 Illkirch-Graffenstaden (à environ 5km du centre de Strasbourg)

Pour la Belgique, deux formules de voyage sont proposées :

I. Manifestation du samedi 4 avril seulement

- Départ de Gand à 5h45 pile, gare de Gand Saint-Pierre
- Départ de Bruxelles à 6h45 pile, gare de Bruxelles Nord
- Arrivée à Strasbourg vers 12 h
- Arrivée à Bruxelles vers 0h00

Contactez Pieter@vrede.be ou 09/233 46 88

Prix par personne : 31€

II. Camp d'action à Strasbourg du 1er au 5 avril

Départ le 31 mars de Antwerpen-Berchem

L'Europe contre le bouclier antimissile

Une conférence à Londres pour donner un signal clair à Barack Obama

Samedi 31 janvier 2009, la CND (Campaign for Nuclear Disarmament) a organisé une conférence afin de montrer la forte opposition en Europe à l'installation du bouclier antimissile par les Etats Unis (US Missile Defence). Des femmes et des hommes politiques ainsi que des militants pacifistes sont venus de Grande-Bretagne, de Pologne, de République Tchèque, de France et d'Allemagne. Le président Bush a commencé la mise en place du bouclier antimissile depuis son élection en 2000, et en 2001, a dénoncé unilatéralement le traité de non prolifération signé avec la Russie. Mis en place afin d'assurer une suprématie militaire totale sur le reste du monde, ce bouclier déstabilise les relations avec la Russie et concernent en premier lieu l'Europe. Contrairement à sa dénomination, dans la vision des néo-conservateurs américains, le bouclier antimissile n'est pas un dispositif de défense. Leur rêve en passe d'être réalisé est de disposer enfin d'un système qui permette aux USA de frapper massivement la Russie et ses missiles intercontinentaux, et de détruire les quelques missiles qu'ils ne pourront frapper à l'aide des intercepteurs. Une attaque unilatérale de la Russie ne pourrait en effet pas être prévenue par ces missiles intercepteurs. Les États-Unis espèrent ainsi disposer d'un outil de supériorité militaire vis à vis de la Russie, leur cible principale [1]. Le nouveau président des Etats Unis, Barack Obama, n'a pas encore donné son plein accord à la poursuite de la mise en place de ce dispositif – cette conférence était aussi l'occasion de lui donner un signal fort aux premiers jours de sa prise de fonction.

Ouvrant la conférence, Jeremy Corbyn, travailliste, Membre du Parlement (MP) anglais a souligné les nouvelles perspectives qui s'ouvrent avec l'arrivée de Barack Obama, et ce premier geste d'apaisement de la Russie qui a annoncé le 28 janvier 2009, la suspension de l'installation de missiles "Iskander" dans l'enclave de Kaliningrad [2]. En effet, le président russe Dmitri Medvedev avait annoncé officiellement en novembre dernier qu'un système de missiles Iskander pourrait être déployé en réponse à l'aménagement de la troisième région de positionnement de défense antimissile américaine, en Pologne et en République tchèque [3]. J. Corbyn a rappelé le coût du déploiement du bouclier antimissile, indécemment au regard de la crise financière et économique qui touche notamment les Etats-Unis. Toutefois, Michael Connarty, MP, Travailliste, a noté qu'Obama était entouré de gens qui raisonnent encore comme au temps de la guerre froide, ce qui amène à être très vigilant sur la politique de la nouvelle administration américaine. Jean Lambert, MP, Verte londonienne, appelle à la solidarité internationale contre le bouclier antimissile.

Jolanta Symanek-Deresz, MP, Socjaldemokracja Polska, a indiqué, que, si 47% seulement des Polonais – contre 39% pour – étaient opposés à l'installation de 10 missiles intercepteurs, ce projet, mal connu du public, lancé par le désormais impopulaire président Lech Kaczynski (Loi et Justice, i.e. PiS) mettait mal à l'aise le gouvernement de Donald Tusk, centre droit (PO). Elle a indiqué que ce dispositif présenté comme une protection du territoire polonais, était de toute façon inefficace, et que les contreparties militaires et financières promises par les Américains n'étaient restées que des promesses. Elle indique que le SLD a signé un accord avec son équivalent tchèque afin d'œuvrer contre le bouclier antimissile et de promouvoir des relations de dialogue avec les Russes, dans un monde multilatéral, et non plus unilatéral dominé par les seuls Etats-Unis. Ivona Novomestská, venue au nom des Sociaux-démocrates tchèques (CSSD), a indiqué que 70% des Tchèques restent opposés à l'installation du bouclier antimissile avec en particulier la mobilisation de plus d'une soixantaine de maires de la région de Brdy, à 60 km au sud ouest de Prague, qui appellent à une mobilisation le 18 février 2009 afin d'interpeller la présidence tchèque de l'Union Européenne. De plus, vingt ans après le départ des soldats russes, la population tchèque fière de son indépendance voit d'un très mauvais œil l'arrivée d'une base américaine.

Alors que les sociaux-démocrates allemands (SPD) font savoir leurs attentes vis à vis de la nouvelle présidence américaine, l'Allemande Monika Knoche, MP, Die Linke, appelle à un monde sans armes nucléaires, et à ne pas se cantonner sur une position "wait and see" (regarder et attendre) mais plutôt à agir contre le bouclier antimissile. Elle précise que la Gauche Unitaire Européenne est claire sur cette question. Elle souhaite que les Européens et les Américains se saisissent de l'opportunité donnée par le geste d'apaisement russe avec le gel de leur programme à Kaliningrad pour stopper le bouclier.

Les intervenants, dont moi-même, sont tombé d'accord pour qu'aussi, le contre sommet de l'OTAN en avril 2009 à Strasbourg et à Kehl, soit une occasion de dénoncer le bouclier antimissile. La CND y enverra notamment une délégation. Afin de coordonner l'action au niveau européen et international, il s'agira dorénavant de définir des dates communes pour des initiatives et des manifestations dans plusieurs pays à la fois. Donner une dimension plus européenne, et non pas seulement la préoccupation des Anglais, des Tchèques et des Polonais, est essentiel pour faire bouger des citoyen(ne)s qui n'ont pas de lien direct avec le bouclier antimissile. Les prochaines élections européennes seront aussi une occasion pour interpeller les futurs parlementaires européens. Une visibilité pourrait être donnée avec des outils communs, tels que des sites web recensant les actions sur ce thème. D'autres idées ont été avancées comme promouvoir des fondations, et en tout cas poser la question des moyens financiers pour affréter des bus ou lancer des campagnes; ou encore d'impliquer les villes tchèques, polonaises et anglaises jumelées avec d'autres villes partout en Europe, afin d'avoir une approche commune.

Patrice Salzenstein, du Mouvement de la Paix français

[1] "Non au bouclier antimissile", Planète Paix, No 529, février 2008 pp 20-21

[2] "La Russie suspend le projet de déploiement de missiles à Kaliningrad", dépêche AFP, 28 janvier 2009

[3] "Le marchandage russo-américain sur les Iskander et l'ABM", Dépêche RIA Novosti, 30 janvier 2009

(Suite de la page 7)

En 1948, les USA étaient encore les seuls détenteurs de l'arme atomique ; ils venaient de commettre les crimes de Hiroshima et Nagasaki, et ceux de Dresde notamment, non pas pour soumettre des nations déjà sur la voie de la capitulation, mais en réalité à l'adresse directe de l'Union Soviétique : littéralement, des actes de terreur. En Corée, ils avaient remplacé l'occupant japonais ; ils allaient bientôt y mener la guerre atroce que l'on sait. L'Empire Hollandais perpétuait ses massacres en Indonésie dans sa tentative désespérée de repousser l'indépendance. La France menait depuis 1946 sa guerre contre les nationalistes en Indochine, qui devait durer jusqu'en 1954. La "pacification" à Madagascar avait fait 89 000 morts en 1947... On pourrait continuer ainsi longuement. En ce qui concerne la Belgique, les Congolais devaient également avoir une vision assez particulière des *idéaux du monde libre*. Dans le même ordre d'idée, il est intéressant de rappeler que le Portugal de Salazar faisait partie des membres fondateurs de cette 'union du Monde Libre', qui avaient tellement peur.

« Ce régime [la démocratie libérale occidentale] a d'immenses avantages : (...) Il répudie l'emploi de la force et l'emploi de la violence. Il fait confiance au bon sens et à la sagesse de l'homme » (extrait du discours de Spaak). Il n'est pas certain que le reste du monde ait la mémoire aussi courte.

Défense de la liberté ? Démocratie ? Quelle tartufferie évidente, avec le recul, pour ces Empires coloniaux occupés à tenter de préserver leurs intérêts dans le sang. Et aujourd'hui ces mêmes puissances justifient souvent leur alliance militaire par la nécessité de faire respecter *les droits de l'homme* dans les pays qui avaient déjà si bien bénéficié de leur sollicitude dans le passé.

La Colonie avait été un élément indispensable à la prospérité de l'Europe occidentale. Et, quoi que l'on pense du 'régime communiste', l'Union Soviétique a été indéniablement (et dès sa création) non seulement un des plus actifs défenseurs de l'émancipation des peuples, et un acteur essentiel de la lutte anti-coloniale, mais aussi pour des millions de personnes à travers tout le Tiers Monde, un exemple concret d'un pays sortant du sous-développement en quelques décennies, et par ses propres moyens. De ce point de vue, il y avait effectivement de quoi être effrayé.

Nos valeurs, - et nos ressources.

« Nous avons à peu près 60 % de la richesse du monde mais seulement 6,3 % de sa population. Dans cette situation, nous ne pouvons éviter d'être un objet d'envie et de ressentiment. Notre véritable tâche dans la période qui vient est d'imaginer un système de relations qui nous assure de maintenir cette disparité. »

George Kennan, ex-responsable de la planification politique du département d'Etat US, février 1948

« Il est indispensable que l'OTAN définisse ce qu'elle peut apporter de plus au niveau de la protection des infrastructures essentielles ou de la sécurisation des goulets d'étranglement par lesquels passent les flux d'approvisionnement. Je pense d'ailleurs que l'OTAN a d'ores et déjà des moyens qui peuvent apporter une contribution majeure dans ce domaine. »

Jaap de Hoop Scheffer, mars 2009

La désintégration du camp 'soviétique' en 1991 a permis une politique de reconquête du monde de nature coloniale. La première guerre du Golfe a marqué le coup d'envoi. Les multinationales occidentales ont bien digéré l'Europe de l'Est, et les récalcitrants tels la Yougoslavie, ont été mis au pas comme il fallait.

La présence de l'Otan en Asie Centrale, et son ambition de plus en plus affichée de se projeter au besoin partout dans le monde pour sécuriser les sources d'approvisionnement, sont la continuation d'une même vieille politique.

La perte d'un épouvantail a nécessité la confection d'un autre ; le 'terrorisme' semble être un excellent choix, qui n'a pas à craindre de disparition prématurée.

L'Otan n'a pas disparu en 1991 : sa raison d'être aujourd'hui, est la même qu'en 1949.

Roland Marounek

1. « L'Otan, du bouclier à l'épée », Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAAPD), <http://www.cnapd.be/uploads/pdf/200901/brochure%20plaidoyer%20OTAN.pdf>

10 ans après les bombardements de l'Otan sur la Yougoslavie Kosovo : fruits amers d'une intervention « humanitaire »

Le 24 mars 1999, les bombardiers de l'OTAN entamaient 78 jours de raids sanglants sur la République fédérale de Yougoslavie (RFY), y compris la province serbe du Kosovo en proie à des violences séparatistes depuis trois années. Si les bombes occidentales n'eurent que peu d'effet sur la capacité militaire de l'armée serbo-monténégrine – 13 tanks détruits, notamment -, elles s'avèrent dévastatrices pour la population civile : ponts, écoles, usines, marchés, trains, convois de réfugiés, stations et émetteurs de radio-télévision, et même l'ambassade chinoise, furent particulièrement visés.

Révoltés par ces attaques brutales qu'encensaient des médias intoxiqués par une vision manichéenne des conflits dans les Balkans, quelques militants décidèrent de briser le silence complice d'une majorité de pacifistes. Ils proposèrent à la signature de la population l'appel d'un groupe de juristes belges dénonçant, au nom du droit international, cette agression. Ces militants, de diverses sensibilités de gauche, continuèrent à se réunir après la guerre et donnèrent bientôt naissance au Comité de surveillance OTAN.

C'est donc ce conflit, il y a dix ans, qui est directement à l'origine du CSO. Une décennie plus tard, il est donc légitime de se demander ce que sont devenues les entités qui constituaient alors la RFY, et en particulier le Kosovo, au cœur du conflit.

Découpage balkanique

Le Monténégro a totalement rompu les amarres avec la RFY en proclamant son indépendance en 2006, entraînant la dissolution de la fédération et l'indépendance – non souhaitée – de la Serbie. Le pouvoir reste – depuis près de 20 ans ! – sous la coupe de l'inamovible Djukanovic, dont un éventuel retrait du pouvoir signifierait la fin de l'immunité et un possible mandat d'arrêt de la justice italienne qui le suspecte d'être un des principaux alliés étrangers de la *Sacra Corona Unita* et d'autres mafias locales. Vendue aux milliardaires russes, les dirigeants de la petite république – 300.000 habitants – promettent d'en faire le Monaco de la côte adriatique.

Après le renversement de Milosevic en 2000, la Serbie s'est fortement rapprochée de l'Union européenne et même des Etats-Unis, tout en intensifiant ses relations avec la Russie. Si l'adhésion à l'OTAN continue à être rejetée par la population et n'est officiellement pas à l'ordre du jour, celle à l'UE est l'objectif prioritaire du gouvernement de Belgrade, avec – bien sûr – la défense de l'intégrité territoriale du pays. La fin de l'année 2008 a connu une double victoire diplomatique de la Serbie, des succès qui semblent mettre

fin à une très longue période d'ostracisme. D'une part, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution demandant l'avis de la Cour internationale de justice sur la légalité de la proclamation d'indépendance du Kosovo. D'autre part, la mission européenne EULEX, qui entendait se substituer à la mission de l'ONU en place depuis 1999, a dû se soumettre aux conditions de Belgrade pour obtenir un minimum de légitimité et se faire adouber par le Conseil de sécurité, où la position ferme de la Russie a été décisive.

Ainsi, EULEX n'aura pas pour mandat de bâtir un Etat indépendant au Kosovo, mais d'y assurer « la loi et l'ordre », en coordination avec le KFOR, force de l'OTAN dont le mandat n'a guère changé depuis la fin des bombardements et dont le niveau actuel s'élève à quelque 16.000 hommes. Bien que, un an après la proclamation d'indépendance, le nombre d'incidents graves reste assez limité, le Kosovo demeure un baril de poudre, dont la mèche semble localisée dans la ville divisée de Mitrovica. Le nord de la région continue à vivre au rythme de la Serbie, bien qu'EULEX tente timidement d'y établir sa présence. Le reste de l'entité, où la majorité albanaise est plus écrasante que jamais, connaît le taux de chômage le plus élevé d'Europe et est totalement dépendante de l'aide extérieure, Etats-Unis et Allemagne en tête, ainsi que des contributions de l'importante diaspora albanokosovare. Les enclaves, serbes ou d'autres minorités, sont de véritables ghettos qui n'ont guère changé depuis la mission d'enquête organisée par le CSO durant l'été 2004. La sécurité, l'emploi, la liberté de mouvement, et même l'accès au courant électrique, continuent d'être des notions de plus en plus abstraites pour les habitants de ces enclaves.

Sordides trafics

Par ailleurs, des faits monstrueux, commis essentiellement il y a dix ans, mais relégués alors parmi les rumeurs les plus fantaisistes, trouvent aujourd'hui leur confirmation et rendent encore plus abject le soutien apporté par les bombardiers et les fantassins de l'OTAN aux indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo, aujourd'hui au pouvoir à Pristina. Une enquête sur les trafics d'organes de prisonniers serbes et peut-être de prostituées « usagées » de divers pays de la région a été lancée par le Procureur pour crimes de guerre de Belgrade après les révélations de Carla Del Ponte, son homologue au Tribunal de La Haye, dans son livre « La Caccia », toujours non traduit en français plus d'un an après la sortie de son édition italienne. Des victimes sont maintenant identifiées, de même que des exécutants et divers lieux dans le nord de l'Albanie où se pratiquaient ces mor-

bides prélèvements, jusqu'à ce que mort s'en suive pour les « donneurs ». Une enquête a également été commandée par le Conseil de l'Europe à Dick Marty, le sénateur suisse qui s'était illustré en mettant à jour les fameux « vols secrets » de la CIA. Par ailleurs, fin 2008 à Pristina, une clinique pratiquant illégalement des prélèvements et des greffes d'organes – sur base « commerciale » ici – a été démantelée et on s'est vite aperçu qu'un des médecins arrêtés avait déjà été cité par des témoins impliqués dans les trafics des années 1999-2000.

Il apparaît aussi que la Mission de l'ONU au Kosovo a bel et bien enquêté sur cette affaire en 2003, ce qu'elle niait il y a quelques mois encore, et que le Tribunal de La Haye a détruit des preuves (matériel chirurgical...) trouvées en Albanie lors de cette enquête. Il est significatif que Del Ponte ait révélé ces crimes juste après son départ du Tribunal et que ce dernier a déjà avancé diverses justifications pour ne pas s'y intéresser, car ils n'auraient pas été commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie ou pendant une période de guerre. La complicité d'officiels de l'ONU en poste au Kosovo, qui auraient couvert ce trafic ou empêché toute enquête sérieuse, est de plus en plus souvent avancée.

Certes, treize mois après sa proclamation, 56 pays ont reconnu l'indépendance kosovare, mais il s'agit essentiellement de membres de l'OTAN et de micro-Etats.

Brèves

Taliban du 3e type

Le nouveau vice-président états-unien Joe Biden, de passage au siège de l'Otan début mars, s'est livré à des statistiques assez édifiantes : « 5 % des taliban sont des irréductibles ; on ne peut rien faire d'autre que les vaincre » a-t-il "expliqué", « 25% ne sont pas sûrs de l'intensité de leur engagement auprès des insurgés, et enfin 70% sont avec les taliban pour l'argent. » C'est donc ce dernier groupe corruptible que les USA trouvent si 'modéré', et avec lequel ils espèrent pouvoir s'entendre : il suffira de payer plus, pour qu'ils acceptent l'occupation.

Il n'a pas précisé sur quelle base scientifique les chiffres ont été établis.

Le gouvernement belge a eu droit paraît-il à son briefing. L'embarras de De Gucht lorsque la journaliste de la RTBF lui a demandé ce qu'était un taliban modéré, était assez drôle à voir. La journaliste n'a sans doute pas eu le coeur de lui poser la question que tout le monde finit par se poser : « Mais qu'est-ce qu'on fout en Afghanistan ? »

Le Premier Ministre Van Rompuy s'engage !

Au cours de ce même cycle de réunions USA-UE, notre premier ministre Van Rompuy n'a pas hésité à promettre de nouveaux engagements de la Belgique dans la guerre en Afghanistan. Nous avons même eu droit au show télévisé de l'ambassadeur afghan en Belgique qui a remercié le peuple belge de son aide, malgré les temps si difficiles (!)

Une fois de plus, le gouvernement montre son absence de scrupules démocratiques, il n'a rendu aucun compte de ces engagements au parlement, ni peut-être même à une partie de sa majorité. L'opinion publique et un grand nombre de parlementaires réclament en vain un débat en profondeur sur le nouveau concept stratégique de l'Otan. Les ministres concernés prétextent l'agenda trop chargé pour se présenter devant les commissions parlementaires ou pour écouter les représentants des mouvements de paix. Mais Monsieur Van Rompuy peut quand même se permettre de prendre de nouveaux engagements au mépris de toute règle démocratique.

C'est sans surprise qu'on apprend que certaines reconnaissances ont été achetées : ainsi, le pot-de-vin au ministre des Affaires étrangères des Maldives, le dernier pays à reconnaître le Kosovo, se serait élevé à 2 millions de dollars. Mais il reste 138 Etats qui n'ont pas reconnu le Kosovo et parmi eux pratiquement tous les poids lourds d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Transformer le trou noir de l'Europe en un Etat crédible, telle est l'improbable mission que UE et OTAN se sont arrogée. Le moins que l'on puisse dire est que dix ans de présence occidentale n'ont guère amélioré le sort de la population albanaise, à l'exception du crime organisé, infiltré jusqu'à la tête du gouvernement. Quant aux Serbes et autres minorités, ceux qui sont restés – une petite moitié de la population d'avant les bombardements – doivent souvent vivre dans des conditions infrahumaines, difficilement imaginables à deux heures de vol de Bruxelles. Non seulement illégale et meurtrière, la glorieuse « intervention humanitaire » de l'Occident a permis un nettoyage ethnique sans doute irréversible et plongé le Kosovo dans une absence totale de perspective de développement.

Georges Berghezan

18 ans après la fin du 'péril rouge' Pourquoi encore l'Otan ?

La création de l'Alliance Atlantique, en contradiction avec la Charte des Nations Unies.

Beaucoup estiment que l'Otan aurait logiquement dû disparaître lors de la dissolution du Pacte de Varsovie. Le fait qu'il n'en a rien été, et qu'au contraire un rôle plus ouvertement agressif lui a été confié (agression de la Yougoslavie, déploiement hors zone, soutien direct à la 'guerre à la Terreur'), devrait plutôt amener à se questionner sur la validité même des justifications de son existence *avant* 1991. De fait ces 40 premières années sont rarement mises en question, la menace que représentait le Pacte de Varsovie étant en quelque sorte passivement admise comme *fait acquis*.

Ainsi dans son récent document consacré à l'Otan¹, la CNAPD pose la question de la légitimité, *aujourd'hui*, de l'Alliance atlantique en ces termes : « *L'existence même d'une alliance comme l'Otan aujourd'hui ne sape-t-elle pas la tentative d'un ordre mondial réellement multilatéral sous égide de l'ONU ?* ». En fait c'est dès sa création en 1949 que l'existence de l'Otan sapait cet ordre multilatéral onusien.

Un premier élément qui est généralement oublié, est que le dit Pacte de Varsovie a été créé *plus de cinq ans après l'Otan*, le 14 mai 1955 ; ce seul fait donne un éclairage singulier à l'argument usuel, selon lequel l'Otan était une *réaction* face à la menace du Pacte de Varsovie. De façon factuelle, la situation est juste inverse : le Pacte de Varsovie est une réaction à l'intégration dans l'Otan de l'Allemagne de l'Ouest ; la perspective du réarmement de ce pays à l'origine de la seconde guerre mondiale, au sein d'une alliance qui reprenait exactement le discours fasciste sur le péril communiste, était, de fait, une menace réelle.

La Charte des Nations Unies, ratifiée en novembre 1945, énonce de façon précise les obligations qui incombent aux Nations membres pour écarter la guerre, et explicite en particulier l'obligation qu'ils ont d'*unir les forces pour maintenir la paix et de prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix*. Les Nations-Unies ont pour but de « *...réaliser, par des moyens pacifiques (...) le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ; développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes...* »

Quel pouvait bien être le sens d'une alliance militaire isolant 12 pays si l'ensemble des pays sont sincèrement résolus à unir leurs forces pour maintenir la paix ?

Moins de trois ans après la signature de la Charte des Nations-Unies, les principaux empires coloniaux (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) plus la Belgique et le Luxembourg concluaient le *Pacte de Bruxelles*, qui allait être le noyau de l'Otan un an plus tard. La création d'un pacte militaire entre quelques superpuissances vidait de leur sens les principes et obligations exprimés dans la Charte. La prétendue nécessité de se protéger (et avec les armes offensives que l'on sait) dans un club de pays surarmés, revenait à affirmer que ces principes étaient pour eux lettre morte.

1948 : Qui devait avoir peur de qui ?

«*Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur. La peur de vous, la peur de votre Gouvernement, la peur de votre politique.*»

En septembre 1948, Paul-Henri Spaak lance à la tribune des Nations Unies son fameux discours « nous avons peur », considéré en quelque sorte comme l'acte de foi justifiant la création de l'Otan un an plus tard. Le chef de la diplomatie belge défendait en fait le Pacte de Bruxelles conclu quelques mois plus tôt.

Dans son discours, Spaak fait inévitablement référence aux *idéaux du Monde libre*, aux valeurs de *la civilisation occidentale et démocratique* face au totalitarisme. Il est frappant de constater que, en substituant 'terrorisme' à 'totalitarisme', ce discours n'a pas trop vieilli ...

exigeait que Belgrade signe les accords inacceptables de Rambouillet qui stipulaient que la Serbie devrait être occupée militairement et dans sa totalité par les troupes de l'OTAN. Les 79 jours de bombardements en Serbie causèrent une catastrophe incroyable tant pour la population que pour l'environnement et, comme le dit Franz Weber, « nous l'avons laissée commettre chaque jour, chaque nuit, chaque heure sans réagir, sans protestations, sans crier halte ! ». Cinq cents millions d'Occidentaux, dotés d'un armement d'une puissance inouïe et dont l'emploi est contraire aux conventions de Genève, s'attaquent à onze millions de Serbes déjà sanctionnés par un embargo international. Ponts, écoles, hôpitaux, usines chimiques, raffineries de pétrole, stations de radiotélévision sont détruites. L'ambassade de Chine est attaquée avec trois bombes guidées au laser qui tuent plusieurs diplomates. Toutes sortes de nouvelles armes sont utilisées, des bombes à graphite, à uranium appauvri et à sous-munitions. Enfin la province du Kosovo est mise sous tutelle internationale. Les troupes de l'OTAN restent impassibles devant la destruction de 107 églises orthodoxes dont plusieurs datent de l'époque médiévale ! Les musulmans albanais prévoient d'y construire 50 mosquées. Les Kosovars, sous la protection des troupes de la Kfor, ont dérobé ou profané plus de 10.000 icônes et brûlé des dizaines de milliers de livres, véritable autodafé qui rappelle celui des nazis.

Au cours des dernières années cette politique impérialiste de l'OTAN a pris des proportions gigantesques. Elle consiste à imposer un capitalisme de plus en plus insupportable à l'Union Européenne dont les responsables sont complices. L'Union Européenne ne peut s'étendre que là où l'OTAN existe déjà et la Russie n'en fait pas partie. L'OTAN a mis au point le partenariat pour la paix (PPP) qui consiste à faire collaborer des pays non membres à ses interventions militaires. Même des pays comme la Finlande, la Suède, l'Autriche et l'Irlande en font partie.

Aujourd'hui l'OTAN déploie de plus en plus de troupes en Afghanistan sous l'impulsion d'Obama. Malgré les atermoiements d'Hillary Clinton le projet d'installation de radars antimissiles en Tchéquie et de missiles antimissiles en Pologne s'est maintenu. Le Parlement tchèque a refusé de ratifier l'accord signé par le gouvernement et ce dernier attend un moment favorable pour le remettre sur la table. La France, ou plutôt son Premier Consul Sarkozy, a décidé son retour au sein du commandement intégré de l'OTAN et le président Obama a fort apprécié cette décision. Le général de Gaulle, qui ne se faisait aucune illusion à ce sujet, doit se retourner dans sa tombe. De nombreux députés français n'ont pas cautionné cet ukase. L'Alliance atlantique qui doit fêter son 60^{ème} anniversaire entre le

2 et le 5 avril à Strasbourg et à Kehl se prépare à renforcer sa stratégie impérialiste et à réclamer de ses membres une contribution de plus en plus importante à la guerre en Afghanistan. Notre Premier ministre Herman Van Rompuy a déclaré ce samedi 21 mars que la Belgique était prête à participer à ce projet et son ministre de la Défense, Pieter De Crem a annoncé qu'on enverra un contingent supplémentaire d'une centaine d'hommes et des nouveaux F-16 pour la guerre contre les talibans. De plus le recrutement de troupes pour l'Afghanistan semble poser des problèmes. Après 4 mois de séjour dans cet enfer, les soldats ont vu assez d'horreurs et ne souhaitent que le retour en Belgique. Le ministre de la Défense a créé un service militaire volontaire de 17 mois en vue de former des nouveaux miliciens, destinés à des opérations humanitaires hors Europe.

On ne peut que déplorer cette attitude lamentable de notre gouvernement qui profite de cette journée de protestation contre l'OTAN du 21 mars (qui a réuni plus de 1.000 manifestants avec plus de 400 arrestations administratives) pour prendre de telles décisions sans même un débat politique sur la question. L'attitude de la Belgique qui contribue à la politique militariste de l'OTAN et de l'Union Européenne, devient insupportable et nous fait regretter la diplomatie de l'ancien ministre Pierre Harmel

Pierre Piérart

« Nato Game Over » Fermer l'Otan pour sauver la paix!



Ce 21 mars, l'organisation de paix Vredesactie organisait pour la 2e année consécutive, son action Bomspotting autour du siège de l'Otan à Evere. Des actions similaires avaient lieu simultanément aux Pays-Bas et en Allemagne. Des centaines d'activistes ont essayé de « fermer » le siège de l'Alliance atlantique, pendant qu'un cortège funéraire enterrait symboliquement l'Otan.

La politique militariste et impérialiste de l'OTAN et de l'Union Européenne

Le 15 juin 1945 la guerre en Europe est terminée et Truman arrive en Allemagne par bateau pour ouvrir la conférence de Potsdam au palais du Kronprinz. La conférence s'ouvre le 17 juin et devrait se terminer le 2 août. Le 21 juillet Truman reçoit un rapport détaillé du général Groves : l'essai de la première bombe atomique a pleinement réussi à Alamogordo. Dès ce moment l'attitude du nouveau président américain qui a succédé à Roosevelt, mort le 12 avril, se modifie radicalement. Comme ancien vice-président de Roosevelt il en avait suivi la politique, avec la bombe à sa disposition il durcit sa position et décide de mettre un terme à la conférence dès le 24 juillet. Lors d'un aparté il annonce à Staline que les Etats-Unis ont mis au point une arme destructrice très puissante. Staline lui souhaite d'en faire un bon usage.

En 1946 Churchill, qui a perdu son poste de Premier ministre, est fort déprimé et profite d'un voyage à Fulton, dans le Missouri, pour prononcer un discours au Westminster college. Il s'y défoule en accusant l'Union Soviétique d'avoir établi un rideau de fer de Stettin à Trieste. Ce discours connaît un grand succès auprès des Américains venus en masse dans cette petite ville de 10.000 habitants, pour l'écouter. Quelques jours plus tard, le 12 mars, Truman reprendra les mêmes idées dans un discours antisoviétique au cours duquel il rejettera le plan Baruch qui proposait une mondialisation de l'énergie atomique. Le 28 septembre 1948, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, Paul Henri Spaak prononcera son fameux discours « Nous avons peur » dans lequel il critiquera violemment la politique soviétique exprimée par le représentant de l'URSS, A.Vichinsky.

L'Alliance atlantique trouve son origine dans les trois discours cités ci-dessus. Le Traité de l'Atlantique Nord fut signé à Washington le 4 avril 1949 mais il avait été précédé par le Traité de Bruxelles, signé le 17 mars 1948 par la France, le Royaume-Uni, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.

Rappelons que dès 1945-46 les services secrets américains et anglais avaient déjà mis sur pied un réseau Stay-behind appelé aussi Gladio qui consistait à préparer la résistance contre une occupation de l'Armée rouge en Europe occidentale en semant la terreur dans divers pays. Ce réseau se manifesta notamment en Belgique dans les années 80 avec les tueries du Brabant et l'attaque de casernes comme celle de Vielsalm. C'est l'époque où les mouvements pacifistes manifestent contre l'installation des missiles Pershing et Cruise à Florennes.

L'OTAN, créée en 1949, comme mentionné ci-dessus, est une organisation exclusivement défensive. Le Traité de Washington du 4 avril 1949 fut si-

gné par 12 états : Etats-Unis et Canada d'une part et 10 états européens : la Belgique, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Aux 12 états fondateurs sont venus s'ajouter la Grèce et la Turquie, en 1952, l'Allemagne fédérale, en 1954, l'Espagne, en 1982 et enfin la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque en 1999. C'est en 1950, avec le déclenchement de la guerre de Corée, que l'Alliance va se doter d'une structure politique et militaire permanente, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou OTAN instituée par la Convention d'Ottawa du 20 septembre 1951. En 1955, suite à l'entrée de l'Allemagne Fédérale dans l'Alliance, l'Union Soviétique riposte en créant le Pacte de Varsovie qui regroupe l'Albanie, la RDA, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Le Pacte fut dissous en 1991 avec la disparition de l'URSS dont les Républiques, devenues indépendantes, créent la Communauté d'Etats indépendants (CEI).

La guerre froide, qui a sévi pendant près de 50 ans, n'a été qu'un malentendu entre les deux grandes puissances qui ont émergé à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, les Etats-Unis et l'URSS. Comme le dit Rik Colsaet : l'URSS s'opposant à une extension du capitalisme en Europe avec le plan Marshall et les Etats-Unis et les Européens de l'Ouest à une invasion de l'Armée rouge. Il est intéressant de rappeler que la Belgique et la Pologne ont joué un rôle assez important entre 1963 et 1968 grâce à Pierre Harmel et Adam Rapacki qui souhaitaient la création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale. Ce plan a connu un succès réel en juin 1968, à Reykjavik, quand le Conseil de l'OTAN a invité pour la première fois le Pacte de Varsovie à négocier une réduction des forces en Europe. Il semblait aboutir quand, en août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie et ce projet fut naturellement abandonné sans pour cela décourager ses promoteurs. Pierre Harmel poursuivit cette politique avec l'Ostpolitik de Willy Brandt, avec qui il entretenait d'excellentes relations qui furent renforcées avec la victoire électorale de ce dernier en 1969. Lors de la réunification de l'Allemagne en 1990 les 4 occupants + 2 (soit Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Russie et les deux Allemagnes) avaient implicitement admis que cette réunification ne provoquerait pas la militarisation de l'ex-RDA et, a fortiori, l'installation de bases de l'OTAN dans les pays de l'Est.

Si au début des années 90 la situation s'est améliorée, elle s'est dégradée avec le démantèlement programmé de la Yougoslavie. Devant l'indécision de l'Europe face à ce drame, les Etats-Unis en ont profité pour intervenir et pour finalement déclencher l'opération de l'OTAN contre la Serbie. Washington